

Le 21 novembre 2005

L'honorable L. Joan MacAlpine-Stiles
Ministre par intérim du Services familiaux et communautaires
Province du Nouveau-Brunswick

Madame,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel de la Commission d'appel sur la sécurité du revenu familial pour la période allant du 1er avril 2004 au 31 mars 2005.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La présidente,

Isabelle Loughead

c.c.: Membres de la Commission

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2005, la Commission d'appel sur la sécurité du revenu familial a continué de remplir son mandat consistant à entendre des appels conformément à l'autorité qui leur est conférée en vertu de la loi.

Durant cette période, la Commission opérait avec une présidente, Isabelle Loughead et une vice-présidente, Marcella Godin.

L'audition d'appels est une procédure qui s'avère de plus en plus complexe. Par conséquent, les membres de la Commission doivent faire preuve de compétence ainsi que bien comprendre les lois pertinentes, tout en étant compatissant(e)s et tout en respectant les principes de justice naturelle. Il incombe aux membres de prendre des décisions objectives dans le cadre de la *Loi sur la sécurité du revenu familial* et ses règlements d'application, en se basant sur les faits et les témoignages présentés pendant les audiences.

Le mandat de la Commission exige une excellente compréhension des principes de droit administratif et de justice naturelle.

Le présent rapport annuel, soumis au ministre des Services familiaux et communautaires, définit le mandat de la Commission. Il décrit son évolution, expose ses façons de procéder, fournit un résumé des motifs d'appels, comprend quelques recommandations ainsi que des statistiques sur les services qui ont été offerts aux Néo-Brunswickois(e)s par la CASRF au cours de l'exercice financier 2004-2005.

TABLE DES MATIERES

1. Lettre d'accompagnement	
2. Message de la présidente	
3. Table des matières	
4. Historique de la Commission	1
5. Membres de la Commission.....	2
6. Rôle de la Commission	3
Compétence et restrictions	3
7. Historique de la relation avec le gouvernement ...	5
8. Audiences	6
9. Statistiques sur les décisions	6
10. Tableaux statistiques	6
a) Appels par mois	7
b) Appels par état matrimonial	8
c) Appels par groupe d'âge	9
d) Appels par genre	10
e) Appels par résultat.....	11
f) Appels par motifs.....	12
g) Appels par région	13
h) Appels par région 1.....	14
i) Appels par région 2.....	15
j) Appels par région 3.....	16
k) Appels par région 4.....	17
l) Appels par région 5.....	18
m) Appels par région 6.....	19
n) Appels par région 7.....	20
o) Appels par région 8.....	21
11. Collaboration avec l'ombudsman.....	22
12. Nouvelles responsabilités.....	22
13. Structure décisionnelle de la Commission d'appel...	24
14. Recommandations au Ministre.....	25

HISTORIQUE DE LA COMMISSION

Les commissions provinciales d'appel du bien-être social ont vu le jour à la suite d'une vaste réforme des politiques sociales du Canada qui a donné lieu à l'adoption d'un programme législatif fédéral intitulé Régime d'assistance publique du Canada (RAPC). Au Nouveau-Brunswick, la Commission d'appel du bien-être social a été créée en 1970 en vertu de la *Loi sur le bien-être social* et de ses règlements d'application, afin d'accorder aux requérant(e)s et aux client(e)s la possibilité de faire examiner par un organisme autonome une décision du ministère. La Commission est un organisme quasi judiciaire qui fonctionne comme un tribunal indépendant et qui applique les règles de droit administratif de la justice naturelle.

Par la suite, la *Loi sur la sécurité du revenu familial* et les règlements ont été proclamés effectifs le 1 avril 1996. Selon l'article 30(1) des règlements 95-61 "La Commission d'appel du bien-être social cesse d'exister". Article 30(2) "...responsabilités et obligations de la Commission d'appel du bien-être social sont, ...transférés et dévolus aux commissions d'appel régionales sur la sécurité du revenu familial établies en vertu du Règlement général - *Loi sur la sécurité du revenu familial*...".

Effectif le 1 avril 2002, les Commissions régionales sur la sécurité du revenu familial cessent d'exister selon l'article 14(2) du Règlement du Nouveau-Brunswick 95-61. Une nouvelle Commission est établie conformément à l'article 24(1) du Règlement du Nouveau-Brunswick 95-61

Les règlements d'application stipulent que la Commission doit être composée d'un(e) président(e), d'un(e) vice-président(e) et d'au moins quatorze membres, nommé(e)s par le lieutenant gouverneur en conseil.

Chaque membre de la commission, y compris le/la président(e), est nommé(e) pour un mandat d'une durée maximale de trois ans et peut être nommé(e) à nouveau pour des mandats subséquents d'une durée maximale de trois ans.

MEMBRES DE LA COMMISSION

Isabelle Loughead, Présidente
Marcella Godin, Vice-Présidente

Fredericton
Néguac

Allison Kingston, Membre
Arthur Harquail, Membre
Bernard Sloan, Membre
Borden DeLong, Membre
Burton Green, Membre
Christian Mercier, Membre
David Kelly, Membre
Dorothy Boudreau, Membre
Erma Gilchrist, Membre
George Williams Jr., Membre
Hélène Fortin, Membre
Irvin Robinson, Membre
Isabel Hicks, Membre
Jacinthe McCarthy, Membre
Janet Lang Perry, Membre
Joan Randall, Membre
Linda Amos, Membre
Lori Ann Tweedie, Membre
Maurice Pelletier, Membre
Poly Carr, Membre
Ralph Murray, Membre
Rhéal Bélliveau, Membre
Robert Cyr, Membre
Shirley Fifield, Membre
Silbert (Sib) Preston, Membre
Suzanne Tarte-Poussart, Membre
Vaughn Foster, Membre
Victorin Godin, Membre
Vivian Hitchman, Membre
Yves Renauld, Membre

Fredericton
Edmundston
Moncton
Brown's Flat
Fredericton
Campbellton
South Nelson
Fredericton
Norton
Dalhousie
Shippagan
Petitcodiac
Riverview
Grand Falls
Bedell
Elgin
Ste Anne
Williamstown
Clair
Geary
Rothesay
Moncton
Saint-Basile
Saint John
Moncton
Moncton
Fredericton
Caraquet
Lower Newcastle
Tracadie-Sheila

ROLE DE LA COMMISSION

COMPÉTENCE ET RESTRICTIONS

L'audience de la Commission d'appel se veut le recours de dernière instance dans un processus qui comporte trois paliers. Les deux premières étapes consistent en des examens administratifs internes du dossier, et la troisième, en une audience devant un organisme d'examen externe, soit la Commission d'appel sur la sécurité du revenu familial. A cause de sa nature quasi judiciaire, il est essentiel que la Commission tienne des audiences à la manière d'un tribunal, quoique de façon moins formelle, tout en respectant les règles de justice naturelle. Il faut que la Commission fonde sa décision sur une évaluation juste et impartiale des faits présentés durant l'audience.

Nonobstant ce qui précède, la tâche principale de la Commission est d'établir la véracité du cas à l'étude. Afin de s'assurer que la Commission dispose des pouvoirs et de l'autorité nécessaire pour remplir son mandat, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a déclaré que la Commission a «[...] tous les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la *Loi sur les enquêtes* et toutes les dispositions de cette loi, lorsqu'elles sont applicables, et qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent règlement, s'appliquent à l'appel.». (Règlement 95-61 établi en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu familial*, paragraphe 28(5)).

Les décisions de la Commission sont définitives et sans appel, tel qu'indiqué au paragraphe 29(1) du Règlement 95-61 établi en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu familial*. Cependant, les parties impliquées qui estiment que la Commission d'appel a commis une erreur judiciaire, peuvent demander à la Cour du Banc de la Reine de revoir la décision. La décision sera rejetée si les tribunaux concluent que la Commission a violé les règles ou n'a pas respecté les principes de justice naturelle.

A la demande des appellant(e)s, la Commission d'appel entend des causes relevant de la Loi. La Commission est assujettie à la Loi et ses règlements d'application, mais elle est libre de suivre ou de ne pas suivre les directives du ministère.

Les client(e)s sont avisés que la Commission n'établit pas les Règlements et qu'elle ne peut donc pas les modifier, mais qu'elle soumette leurs recommandations à la Ministre. La Commission procède à une révision publique et impartiale des circonstances entourant la décision du ministère. La Commission d'appel sur la sécurité du revenu familial n'est pas un corps législatif.

La Commission d'appel peut aussi, à la demande de la Ministre, faire enquête et faire rapport à la Ministre sur toute question régie par la Loi ou les Règlements.

HISTORIQUE DE LA RELATION AVEC LE GOUVERNEMENT

Lorsque le gouvernement du Canada a mis sur pied les commissions et les tribunaux, sur une grande échelle au début du siècle, il n'a pas établi de procédures à suivre. Il revenait donc aux tribunaux de décider si ces organismes allaient suivre les méthodes judiciaires courantes. Par conséquent, les procédures des tribunaux ont été établies graduellement selon les principes du droit administratif.

Créée en 1970 à titre d'organisme quasi judiciaire, la Commission d'appel du bien-être social est assujettie aux règles de justice naturelle. Les deux principes les plus souvent qualifiés de «Règles de justice naturelle» ont été définis par Lord Haldane :

- 1) il faut aborder toutes les questions à l'étude avec impartialité;
- 2) il faut permettre à chaque partie d'exposer d'une manière satisfaisante les faits du cas à l'étude.

En vue de lui permettre de faire preuve de l'impartialité nécessaire au respect des règles de justice naturelle, la Commission demeure «indépendante» du gouvernement; les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant gouverneur en conseil.

Pour mettre davantage l'accent sur l'objectif d'indépendance, le paragraphe 24(3) du Règlement 95-61 prévoit que quiconque a travaillé au sein de la Fonction publique du Nouveau-Brunswick dans les six mois qui précèdent les nominations ne peut pas faire partie de la Commission d'appel.

Le législateur veut aussi prévenir l'ingérence du Ministère dans les activités de la Commission d'appel. Ainsi, «La décision de la majorité des membres de la commission qui entendent l'appel constitue la décision de la Commission et elle est définitive et sans appel», paragraphe 29(1) du Règlement du Nouveau-Brunswick 95-61, mais, «chaque appel est jugé [...] conformément à la loi et au présent règlement», paragraphe 28(9) du Règlement du Nouveau-Brunswick 95-61. Cela signifie simplement que même si la Commission est indépendante du ministère, tant le Ministère que la Commission d'appel sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur la sécurité du revenu familial* et à ses règlements d'application.

AUDIENCES

Les audiences se tiennent en territoire neutre dans la communauté où le client reçoit des prestations du ministère des Services familiaux et communautaires. La Commission d'appel obtient ou loue des salles accessibles aux handicapés physiques dans des collèges communautaires, des édifices municipaux, des centres communautaires ou, comme dernier recours, des salles de conférences dans des hôtels.

Des audiences ont lieu dans les localités suivantes :

Région 1 : Richibouctou / Sackville / Shédiac / Moncton
Région 2 : Saint John / Sussex / St. Stephen
Région 3 : Fredericton / Woodstock / Perth-Andover
Région 4 : Edmundston / Grand-Sault
Région 5 : Campbellton / Kedgwick
Région 6 : Bathurst
Région 7 : Miramichi / Néguaç
Région 8 : Caraquet / Shippagan / Tracadie-Sheila

STATISTIQUES SUR LES DÉCISIONS

Au cours de l'année 2004-2005, la Commission a reçu 195 avis d'appels. Voici le nombre d'appels que l'on a enregistré au cours des neuf dernières années :

-
2004-2005 - 195 2001-2002 - 265 1998-1999 - 356
2003-2004 - 249 2000-2001 - 253 1997-1998 - 464
2002-2003 - 198 1999-2000 - 298 1996-1997 - 430

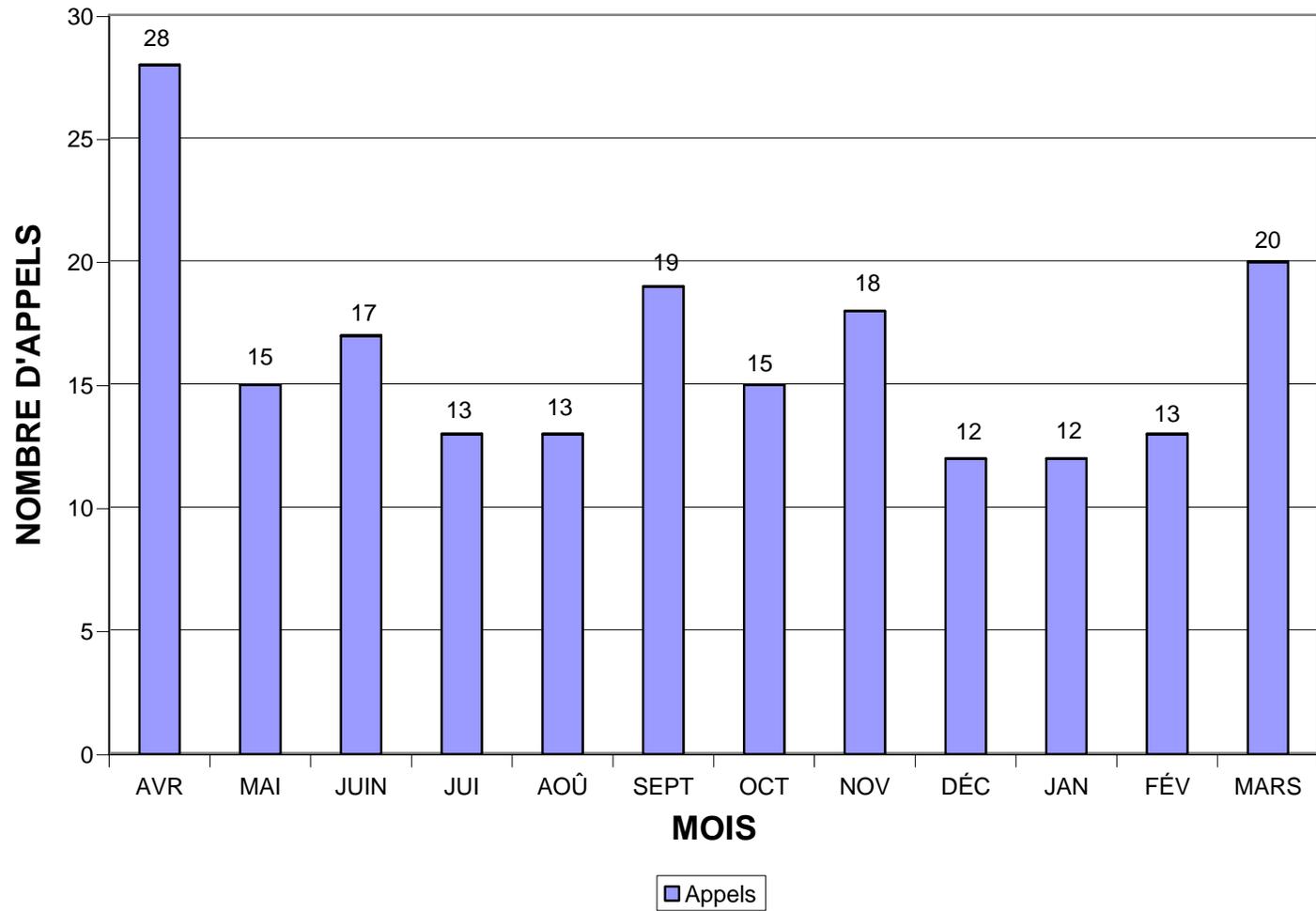
Des 195 appels reçus au cours de l'exercice 2004-2005, 34 ont été accueillis, 161 ont été rejetés, 10 ont été annulés et 6 n'ont pas apparus. Du nombre des appelant(e)s, 63 (32 pour cent) étaient des hommes et 132 (68 pour cent) étaient des femmes.

TABLEAUX STATISTIQUES

Les tableaux statistiques figurant aux pages suivantes se rapportent à l'année financière commençant le 1er avril 2004 et se terminant le 31 mars 2005.

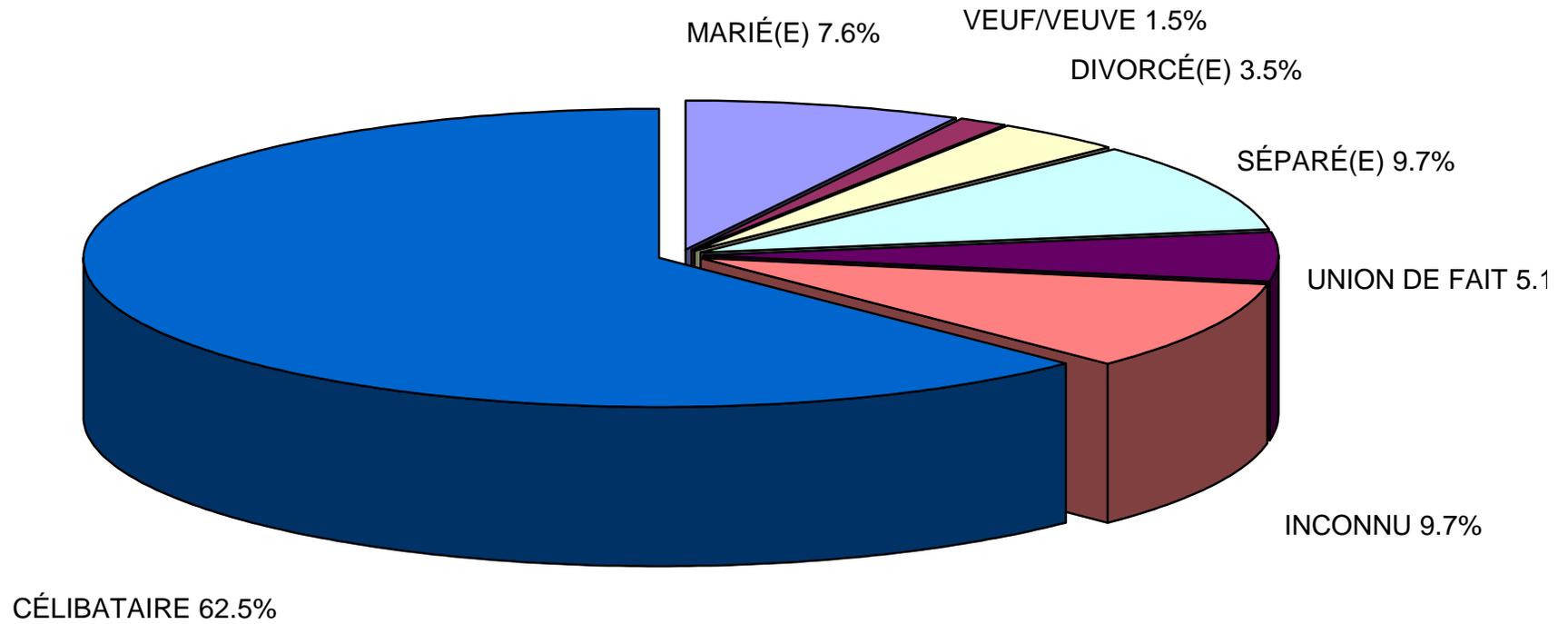
APPELS PAR MOIS

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



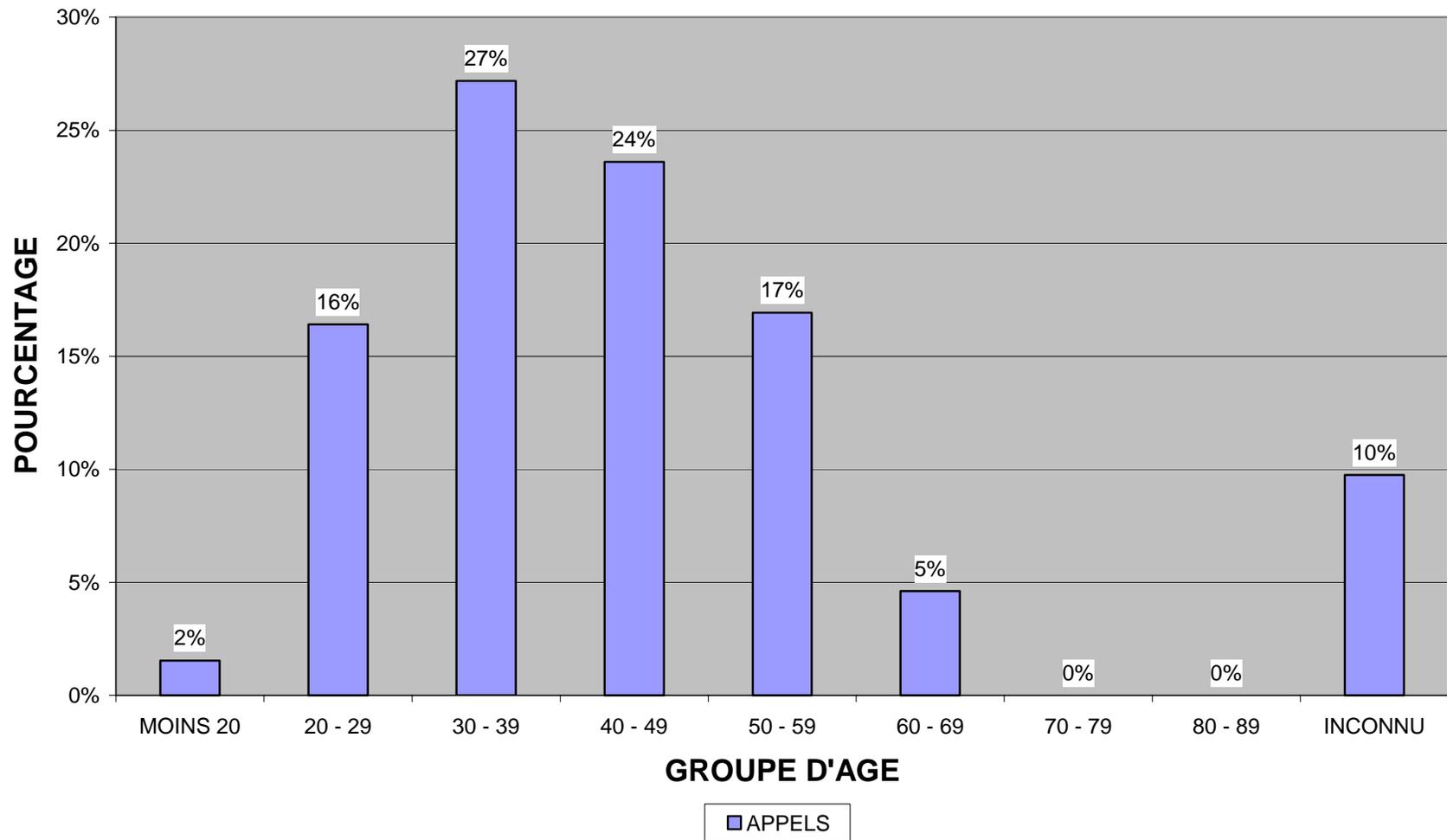
APPELS PAR ÉTAT MATRIMONIAL

DU 1^{er} AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005

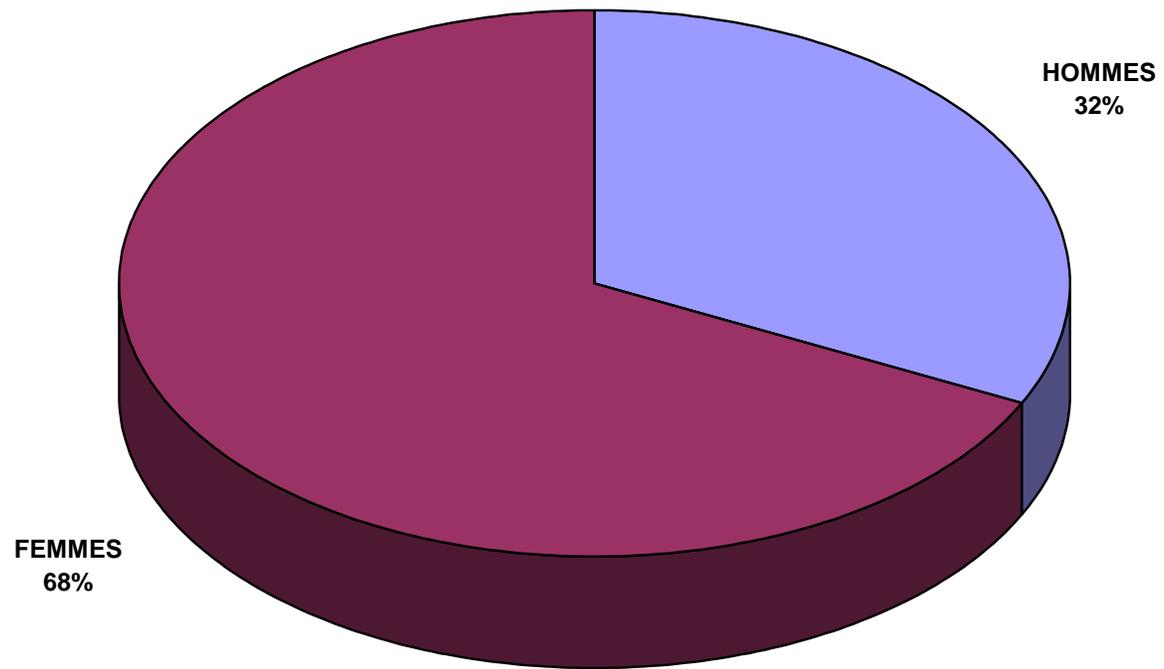


APPELS PAR GROUPE D'AGE

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005

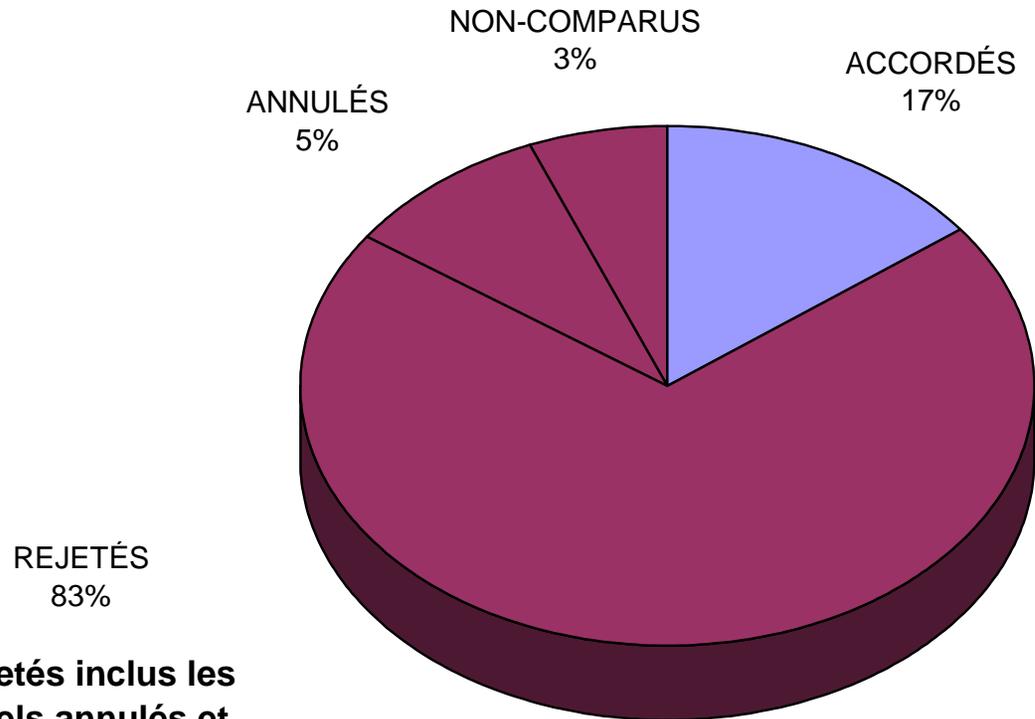


APPELS PAR GENRE
DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



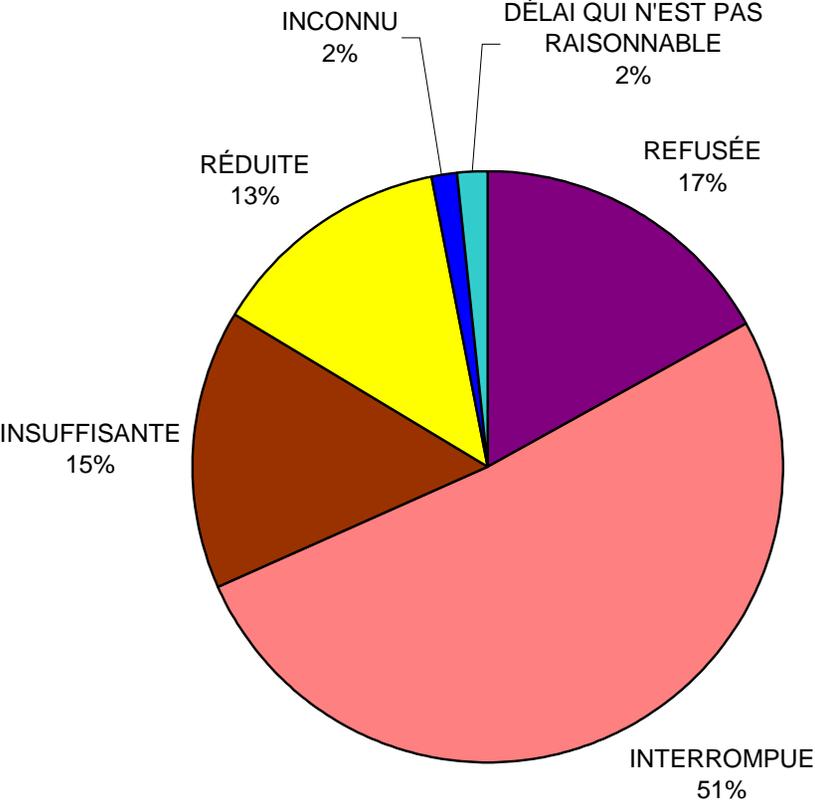
APPELS PAR RÉSULTAT

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



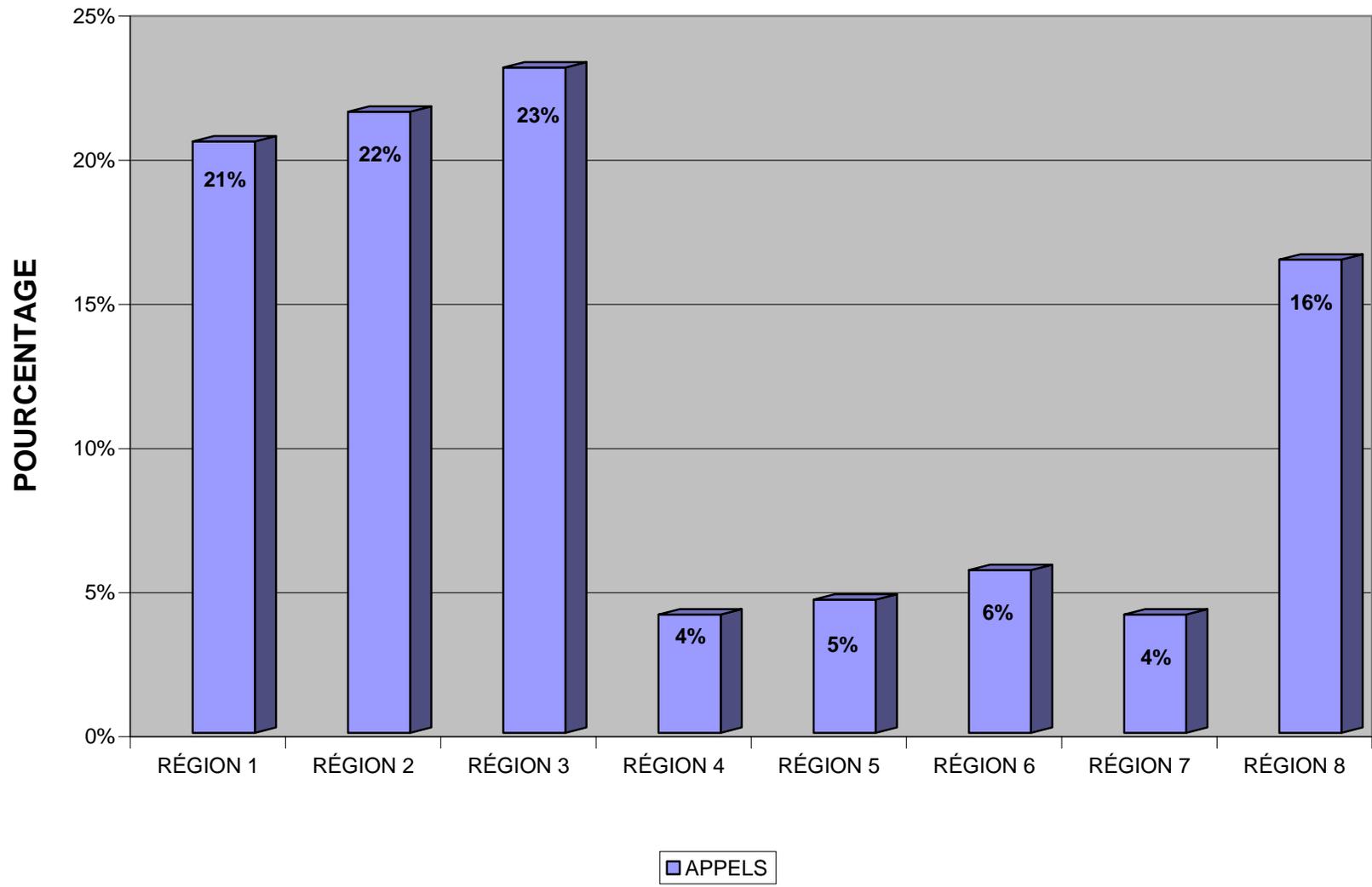
***Rejetés inclus les appels annulés et non-comparus**

**APPELS PAR MOTIFS
DU 1ER AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005**



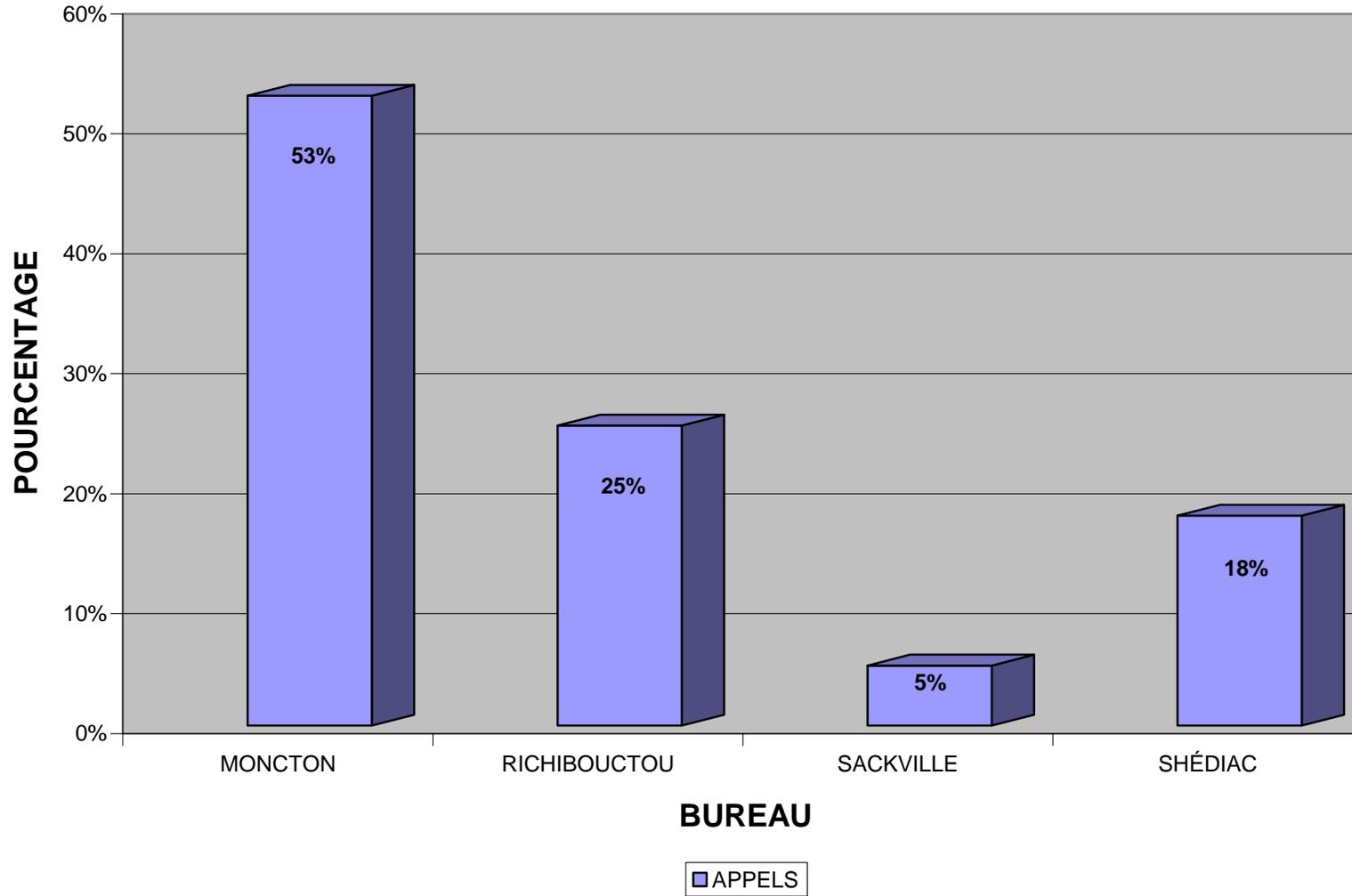
APPELS PAR RÉGION

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



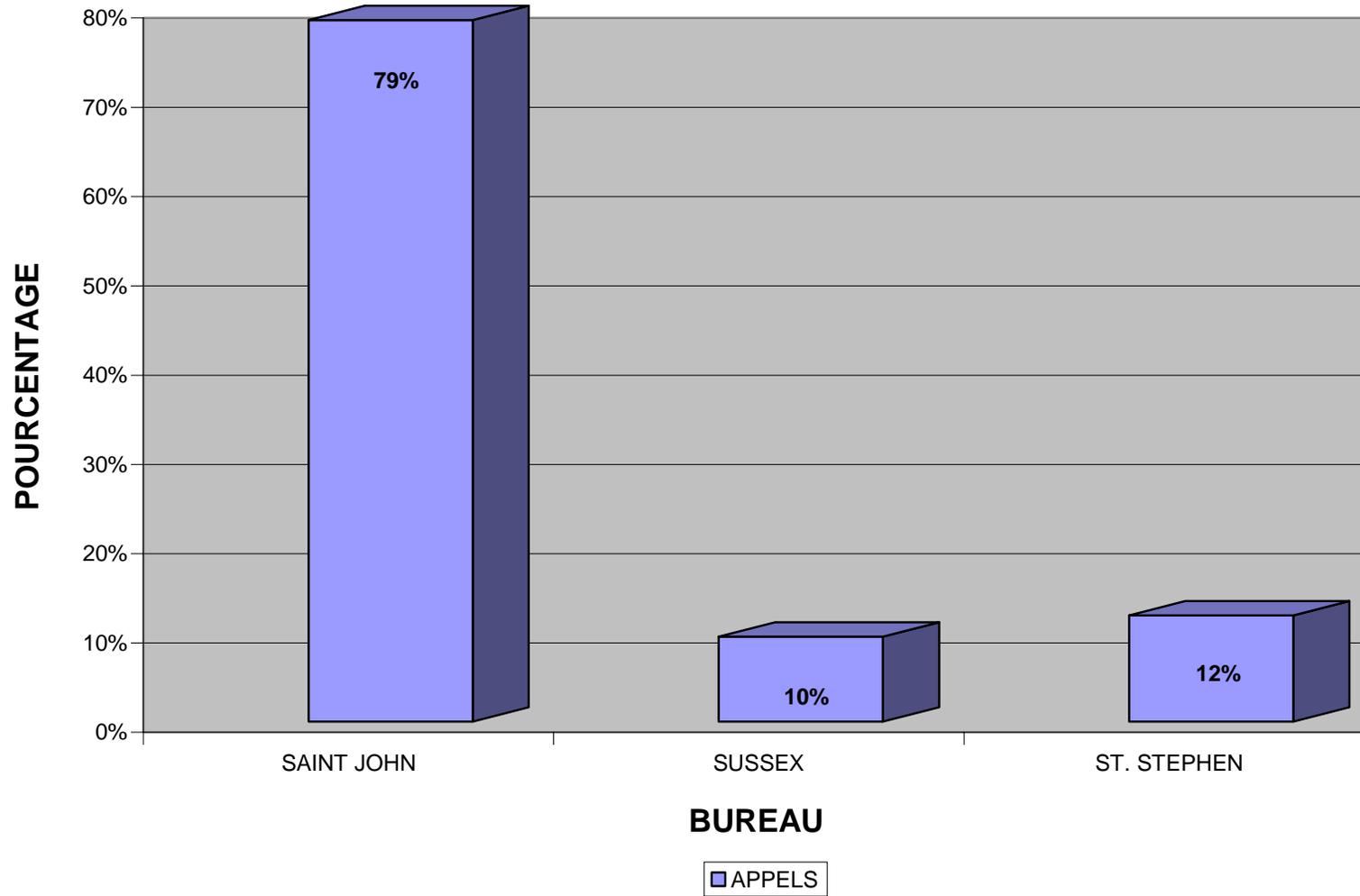
APPELS PAR RÉGION 1

DU 1^{er} AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005

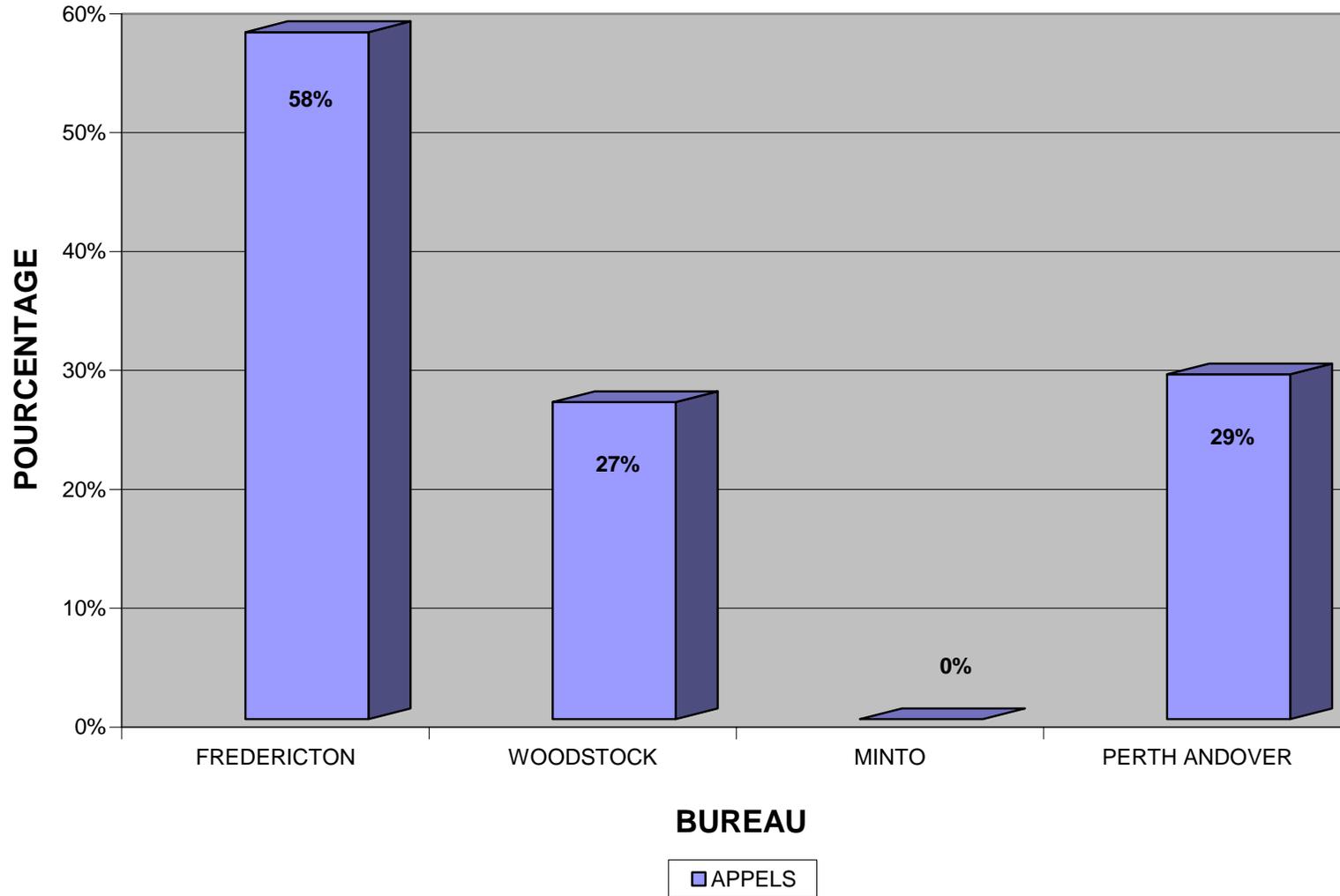


APPELS PAR RÉGION 2

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005

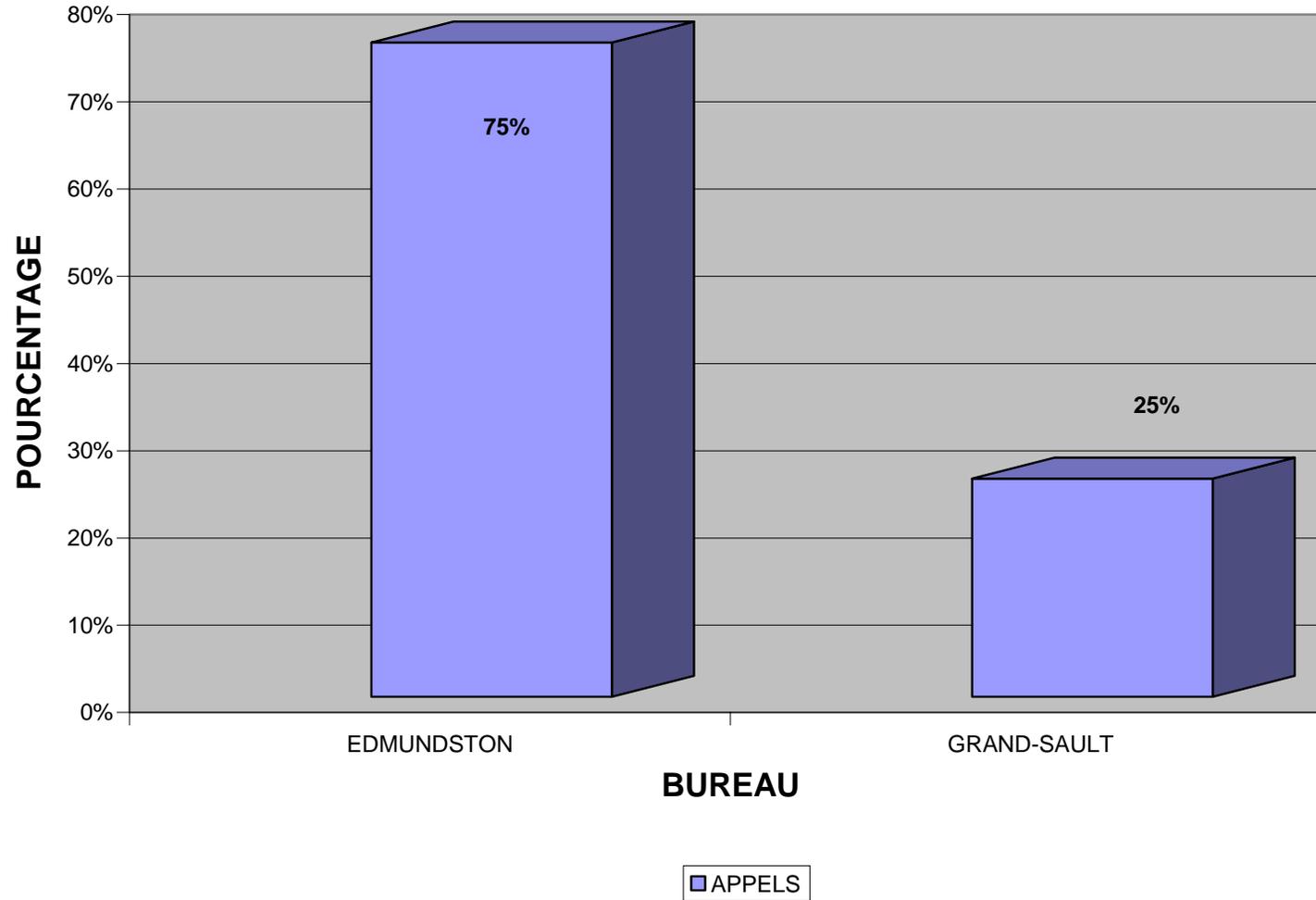


APPELS PAR RÉGION 3 DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



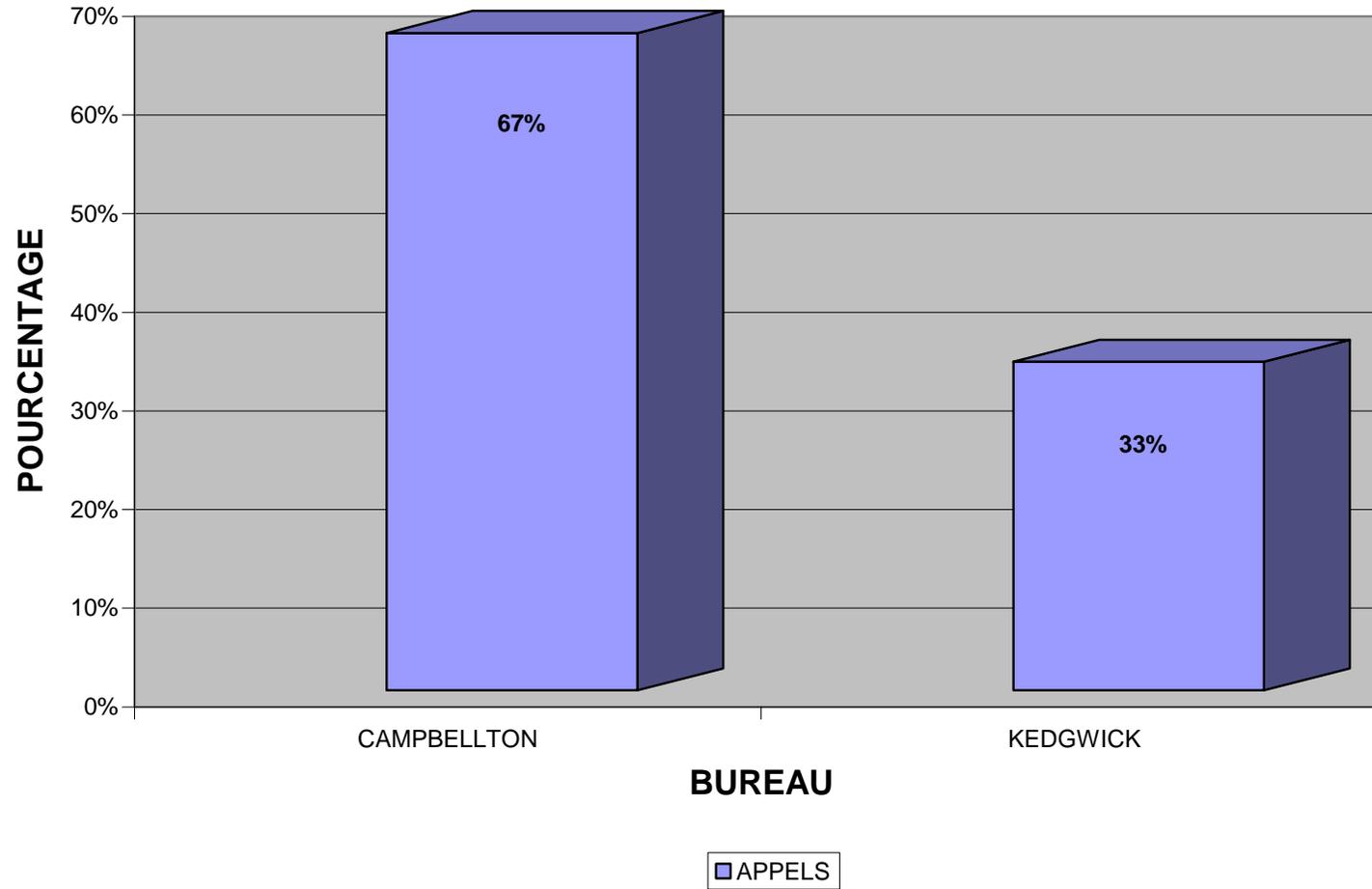
APPELS PAR RÉGION 4

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



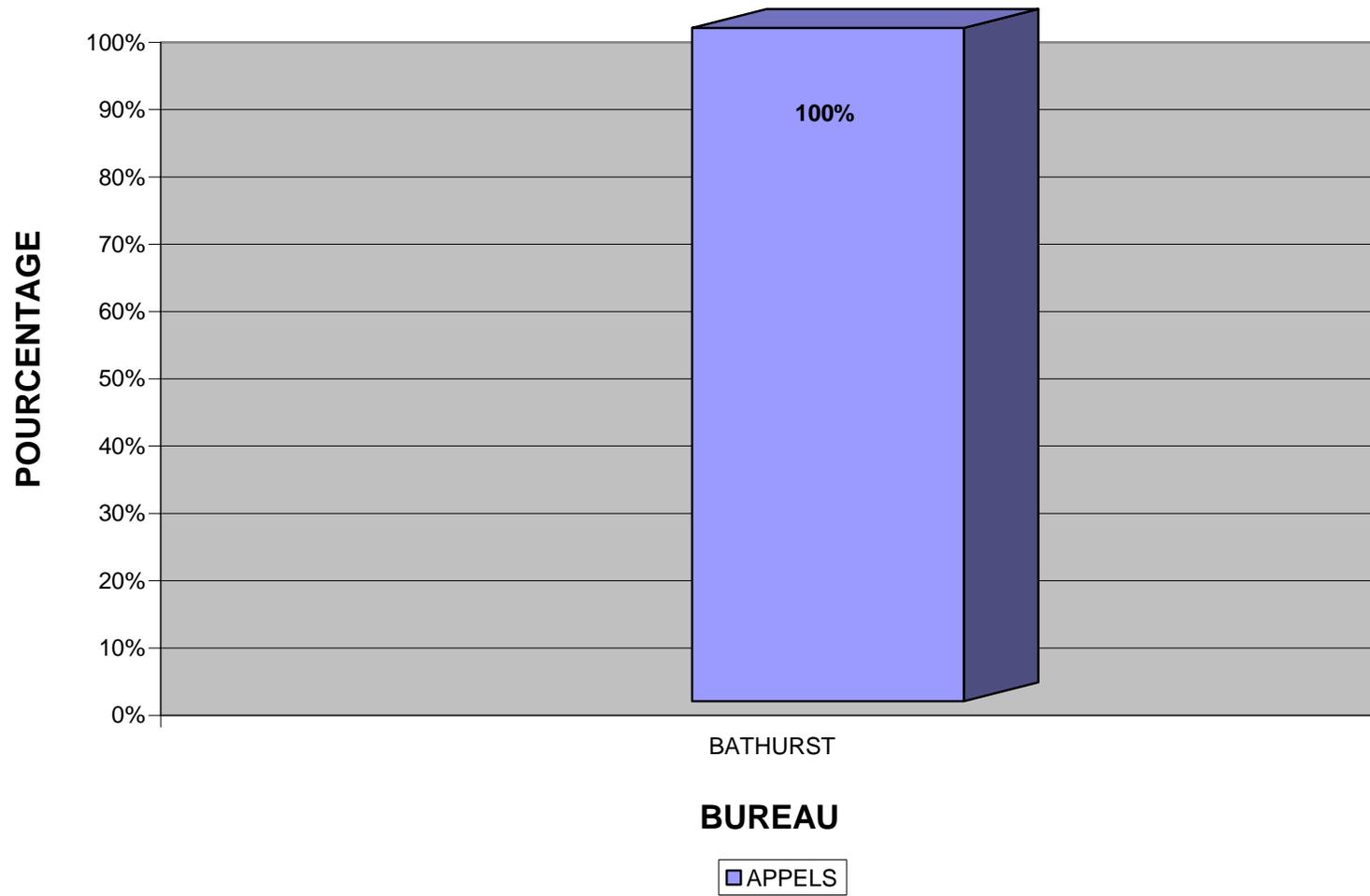
APPELS PAR RÉGION 5

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



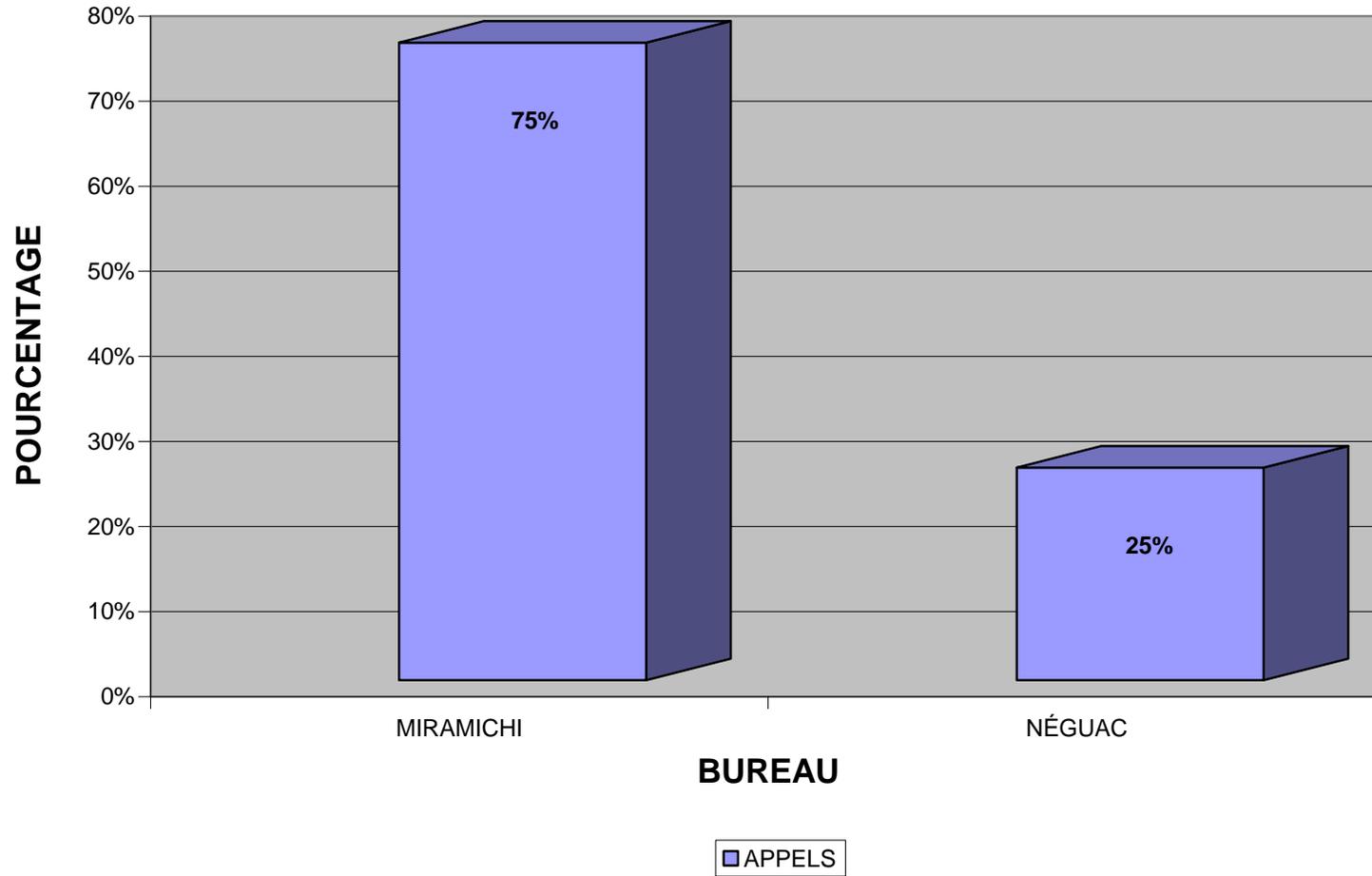
APPELS PAR RÉGION 6

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



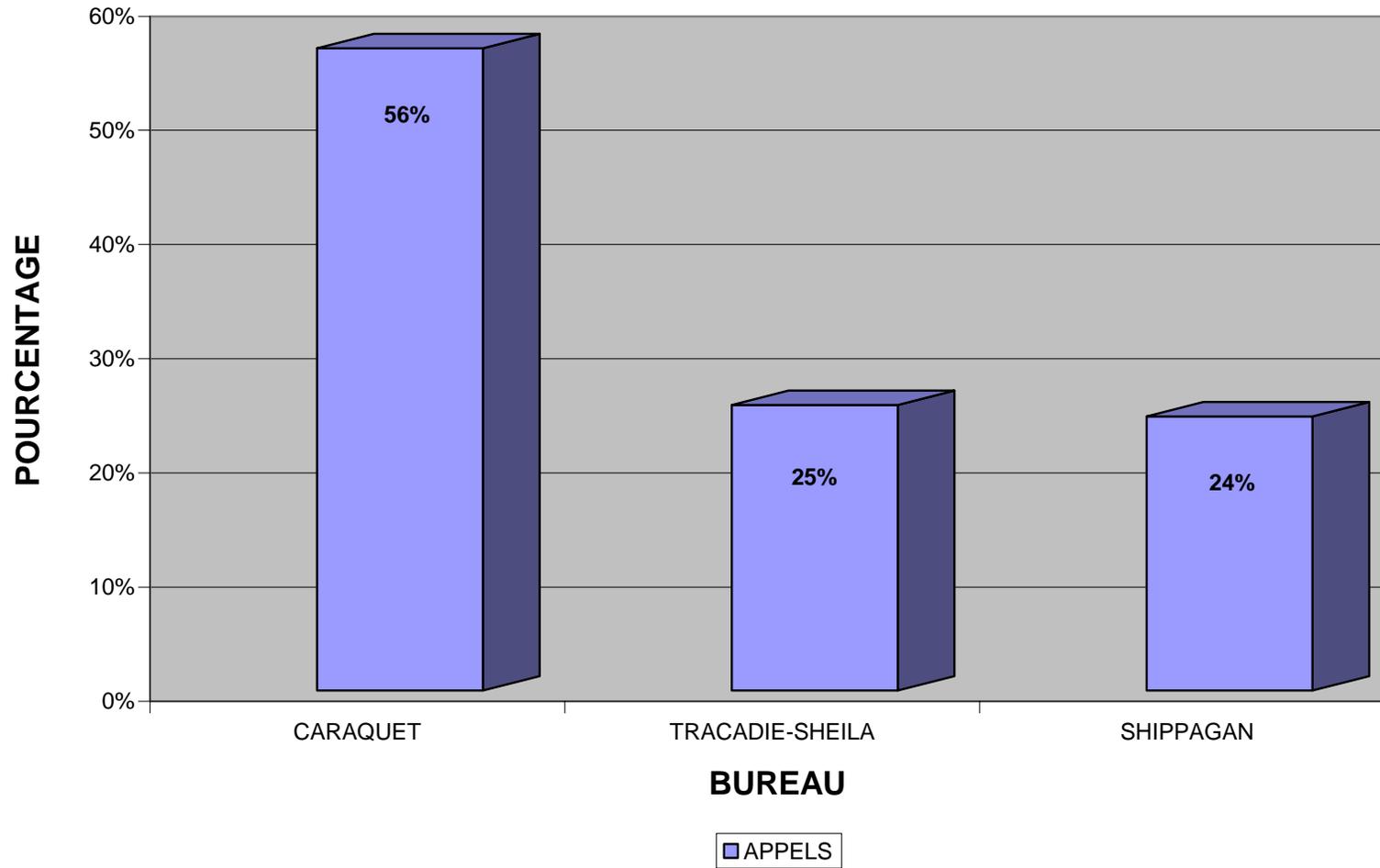
APPELS PAR RÉGION 7

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



APPELS PAR RÉGION 8

DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005



COLLABORATION AVEC L'OMBUDSMAN

Toute décision de la Commission d'appel sur la sécurité du revenu familial est définitive et sans appel. Cependant, les personnes qui ne sont pas satisfaites d'une décision de la Commission peuvent porter plainte auprès de l'Ombudsman. L'Ombudsman ne peut changer la décision de la Commission. Néanmoins, elle a le pouvoir de faire, et fait, l'examen des circonstances, quelques fois en profondeur, afin de déterminer si, à son avis, la plainte peut être justifiée. Elle peut aussi effectuer des démarches auprès de la Commission ou directement au ministre des Services familiaux et communautaires, ou bien traiter du problème dans son rapport annuel.

NOUVELLES RESPONSABILITÉS

Conformément à la *Loi sur la sécurité du revenu familial* et à ses règlements d'application, la présidente doit convoquer une audience dans les vingt jours suivant la réception d'un avis d'appel. L'appelant(e) et toutes les parties concernées reçoivent un avis écrit sur lequel sont inscrits la date, le lieu et l'heure de l'audience, et ce, au moins cinq jours avant la tenue de l'audience.

Les audiences se déroulent en territoire neutre dans la langue choisie par le bénéficiaire. Les endroits où ont lieu les audiences sont choisies tout spécialement pour accommoder l'appelant(e). Les appelant(e)s qui parlent une troisième langue et qui ont de la difficulté(e) à s'exprimer en français ou en anglais peuvent amener leur propre interprète.

Même si les audiences se déroulent de façon informelle, il est essentiel que les procédures de la Commission soit rigoureusement conformes aux règles de justice naturelle et aux principes de droit administratif.

L'appelant(e) a le droit d'être accompagné(e) par une personne de son choix et d'appeler des témoins; il(elle) peut être représenté(e) par un(e) avocat(e) ou il (elle) peut désigner une personne pour agir en son nom. Le ministre des Services familiaux et communautaires est représenté par le(la) fonctionnaire désigné(e) pour présenter les preuves. Celui(Celle)-ci peut aussi appeler des témoins.

L'appel est toujours entendu par la présidente, ou la vice-présidente assumant la présidence, et deux membres. La décision de la Commission d'appel est définitive et sans appel conformément au paragraphe 29 (1) du Règlement du Nouveau-Brunswick 95-61 établi en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu familial*.

La Commission revoit les éléments de preuve et rend sa décision tout de suite après l'audience. Les documents de l'audience sont ensuite rédigés par la présidente ou la vice-présidente et signés par les trois membres avant d'entendre l'appel suivant. La décision officielle est rédigée, puis envoyée au bureau de la Commission d'appel à Saint-Antoine. Toutes les décisions sont examinées avant d'être signées par la présidente ou vice-présidente. La décision de la commission doit être rendue au plus tard à l'expiration de quinze jours suivant la clôture de l'audience.

STRUCTURE DÉCISIONNELLE DE LA
COMMISSION D'APPEL SUR LA SÉCURITÉ DU REVENU FAMILIAL

POUVOIR DÉCISIONNEL:

PRÉSIDENTE	DIRECTEUR POLITIQUE ET RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES
------------	---

COORDINATRICE

VICE-PRÉSIDENTE

MEMBRES DE LA COMMISSION

OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES :

MEMBRES DE LA COMMISSION

VICE-PRÉSIDENTE

COORDINATRICE

PRÉSIDENTE	DIRECTEUR POLITIQUE ET RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES
------------	---

MINISTRE DES SERVICES FAMILIAUX ET COMMUNAUTAIRES

DISPOSITIONS DE LA LOI ET DES RÈGLEMENTS

RECOMMANDATIONS AU MINISTRE

- Nous recommandons que tous les Gestionnaires de cas dans chacun des bureaux régionaux devraient faire parvenir la brochure « Étapes à suivre » à chaque client lorsqu'ils font une décision au sujet de l'assistance du client.